

## MARCHÉS PUBLICS - PROCÉDURE ADAPTÉE

Code de la commande publique

# PRESTATION INTELLECTUELLE

Dossier simplifié de consultation des entreprises

**Le présent document est le dossier de consultation, valant contrat et engagement.**

Il est composé des points suivants :

- |   |                                      |
|---|--------------------------------------|
| A. Objet du marché                        | F. Clauses techniques particulières  |
| B. Règlement de la consultation           | G. Annexe financière                 |
| C. Identification du pouvoir adjudicateur | H. Signature du titulaire            |
| D. Identification de l'entreprise         | I. Signature du pouvoir adjudicateur |
| E. Clauses administratives particulières  |                                      |

## A. OBJET DU MARCHÉ

**Ce marché consiste à l'accompagnement des 14 lauréats de l'appel à projets alimentation « une seule santé » porté par l'ARS, la DRAAF et l'ADEME.**

## B. RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

**NB pour les candidats : Les informations contenues dans ce paragraphe sont non contractuelles mais informent les candidats sur les conditions de la mise en concurrence.**

### B1 – Documents à fournir par le candidat

- Le présent dossier simplifié dûment renseigné valant engagement contractuel ;
- Une attestation d'assurance en cours de validité
- Le candidat produit à l'appui de sa candidature :
  1. Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;
  2. Les renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat.
- En lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements demandés ci-dessus, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un DUME électronique, disponible depuis cette adresse : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

---

## **B2 – Réception des plis**

Conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du Code de la commande publique, les offres sont remises par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> en précisant la référence de la consultation dans votre recherche.

**La date limite de remise des offres est fixée au 31/08/2025 à 23h59**

---

## **B3 – Critères de jugement des offres**

L'attribution du marché est faite au soumissionnaire ayant présenté l'offre la plus avantageuse. Les offres sont appréciées et classées en fonction de la pluralité des critères d'attribution définis ci-dessous.

**Critère n°1** : valeur technique de l'offre pondérée à 50 %, jugée au regard des éléments d'appréciation suivants :

- Pertinence et qualité de la réponse à la demande sur le fond et sur la forme (compréhension du contexte et de la demande, méthodologie et solution proposées, respect des livrables, moyens techniques)

**Critère n°2** : profil et expérience des personnes affectées à la réalisation de l'accompagnement au regard de l'objet du marché 20% (présentation du candidat, expertise en matière de gestion de projet sur des plans de santé publique et santé environnementale, références existantes du prestataire sur prestations similaires, moyens humains mis en œuvre).

**Critère n°3** : le prix comptant pour 30 % de la note finale

---

## **B4 – Durée de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

---

## **B5 – Négociation**

Conformément aux dispositions de l'article R. 2123-5 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur prévoit de négocier avec les 3 opérateurs économiques les mieux classés. Cependant il peut attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

## C. Identification du pouvoir adjudicateur

- Nom, prénom, qualité du signataire du marché :  
**Hugo GILARDI, Directeur Général de l'ARS HAUTS DE FRANCE**
- Adresse, téléphone, télécopieur, courriel à disposition des candidats pour obtenir des renseignements : 556, avenue Willy Brandt, 59777 EURALILLE – tél : 03.62.72.79.38 courriel : [ars-hdf-achats-marches@ars.sante.fr](mailto:ars-hdf-achats-marches@ars.sante.fr)
- Contacts pendant la consultation : **Pascale DEBEIR / Philippe BAUDINET**

## D. Identification de l'entreprise

(À renseigner par l'entreprise)

- Nom de l'entreprise et nom du représentant identifié :
- Adresse, téléphone, télécopieur, courriel :
- SIRET :
- Coordonnées bancaires (IBAN) et (BIC) :

## E. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### E1 – Procédure du marché

Procédure de passation : Groupement de commande

En application de l'article L2113-6 et L2113-7 du Code de la commande publique et de la Convention constitutive de Février 2019 le régissant, l'ARS Hauts-de-France et la DRAAF Hauts-de-France se sont associées en groupement de commande, par la signature d'une convention de groupement de commande en date du 17 juillet 2025.

L'ARS Hauts-de-France est désignée coordinatrice du groupement conformément à la Convention constitutive du groupement. A ce titre, elle est responsable de la procédure de passation de la présente consultation.

Le présent marché sera conclu à l'issue d'une procédure adaptée en application de l'article L 2123-1 du Code de la commande publique, qui a pour objet de :

- Sélectionner le prestataire le plus à même d'apporter son expertise en termes de conseil et d'accompagnement ;
- Bénéficier de la réponse la plus en adéquation avec les termes exigés par le cahier des charges ;
- Trouver le meilleur compromis qualité/prix en termes de services et de prestations.

Chacune des deux parties du groupement de commande financera l'exécution du présent marché et adressera au candidat retenu un bon de commande équivalent à :

- 59% du montant du marché pour l'ARS Hauts-de-France ;
- 41% pour la DRAAF

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles R. 2123-1 à R.2123-8 du code de la commande publique.

---

## E2 – Durée

La durée d'exécution du marché est de 36 mois à compter de la date de notification.

---

## E3 – Lieu d'exécution

Région Hauts-de-France

---

## E4 – Prix

Le marché est conclu :

- Pour un montant de ..... Euros TTC
- Détail des prix à l'annexe financière

---

## E5 – Forme des prix et variation des prix

Les prix sont fermes et définitifs pour toute la durée du marché.

Sont incluses notamment, les dépenses liées aux déplacements et l'hébergement du titulaire en lien avec l'objet du marché.

---

## E6 – Avances (article R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique)

Je renonce au bénéfice de l'avance : ☐ Non ☐ Oui

(Cocher la case correspondante.)

---

## E7 – Résiliation et pénalités

### E7-1 Résiliation aux torts du prestataire

Le marché peut être résilié aux torts du prestataire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, notamment :

- Lorsqu'il a contrevenu à la législation ou à la réglementation du travail ;
- Lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- Lorsque le titulaire a sous-traité illégalement ;
- Lorsque le titulaire s'est livré à l'occasion de son marché à des actes frauduleux ;
- En cas de violation de la clause de confidentialité ;
- Lorsque, postérieurement à la conclusion du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer ;
- Lorsque, postérieurement à la conclusion du marché, les documents fournis par le titulaire s'avèrent inexacts ;

La décision de résiliation, dans un des cas prévus ci-dessus, (à l'exception des cas d, f et g où elle est immédiate), est prononcée après mise en demeure restée infructueuse dans les quinze jours suivant sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire à raison de ses fautes.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut d'une autre date, à la date de notification de cette décision.

#### E7-2 Rejet de prestation

Le choix du titulaire étant pour partie basé sur la qualité des intervenants, toute modification apportée à l'équipe décrite dans son offre sans qu'elle soit au préalable validée par le pouvoir adjudicateur, est susceptible d'entraîner le rejet de la prestation. Une prestation rejetée ne peut pas être facturée. Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

---

### **E8 – Clause de confidentialité et de propriété intellectuelle**

Le titulaire s'engage à observer la discrétion sur les faits, informations, connaissance de documents, contenus des échanges et entretiens, ou tous autres éléments dont il aurait reçu communication. Il s'engage également à en préserver, et à en faire préserver par son personnel, le caractère confidentiel.

Tous les éléments qui auront été utilisés et restitués (supports, outils, synthèses, comptes rendus, relevés de décisions, diaporamas, etc.) pour mener à bien la prestation, restent la propriété exclusive de l'ARS HDF.

---

### **E9 – Assurances**

Le titulaire doit justifier, avant tout commencement d'exécution du présent marché, et pour la durée de celui-ci, qu'il a souscrit une (des) police(s) d'assurance couvrant sa responsabilité, ainsi que celle de ses commettants ou préposés, à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

---

### **E10 – Règlement des litiges**

En cas de litiges survenant dans l'exécution du présent marché, le Tribunal Administratif de Lille situé au 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039 59014 Lille, Tel : 03 59 54 23 42- Fax : 03 59 54 24 45, courriel : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr), est seul compétent pour une procédure administrative.

---

### **E11 – Règlement des prestations**

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire. Les ordonnateurs chargés d'émettre les titres de paiement sont :

1. Pour 59% de la valeur du marché : le Directeur général de l'ARS Hauts-de-France. Le comptable chargé du paiement est Monsieur l'Agent comptable de l'ARS Hauts-de-France.

Le titulaire est tenu à compter du 01/01/2020 de déposer ses factures sur la plateforme dématérialisée CHORUSPRO à cette adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

SIRET de l'ARS HDF : **13000797400079**

Code service : **AVEC\_EJ**

Le numéro d'EJ à renseigner est celui transmis par l'ARS Hauts-de-France lors de la notification du marché pour le lancement de l'exécution des prestations.

1. Pour 41% de la valeur du marché : L'ordonnateur secondaire délégué est le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt. Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques Hauts-de-France et département du Nord.

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, outre les autres mentions prévues à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les informations suivantes :

- le numéro de SIRET de l'État : 11000201100044,
- le code du service exécutant de la dépense : CGFB200059,
- le numéro d'engagement juridique (EJ) qui sera transmis par le service ordonnateur.

Outre les mentions légales, les factures font apparaître toutes les mentions permettant d'en identifier l'origine et notamment :

- La date de facturation ;
- Le nom et adresse du titulaire ;
- Le détail des prestations facturées ;
- Les références du marché ;
- Le numéro de l'engagement juridique si connu du titulaire ;
- Le numéro et domiciliation de son compte bancaire ;
- Le prix total HT et le prix total TTC.

---

## **E12 – Délai de paiement**

Le délai global de paiement – DGP – des sommes dues au titulaire est de 30 jours. Ce délai démarre à la date de réception d'une facture sous réserve du « service fait » de la prestation.

Selon la réglementation en vigueur, le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du titulaire.

### Objet du marché :

Accompagnement au déploiement de l'approche "One Health" au sein des lauréats de l'AAP une seule santé 2024.

#### 1. Contexte général

Face aux enjeux du changement climatique et suite à la crise COVID-19, la société a pris conscience que les multiples interactions, à petite ou grande échelle, entre l'homme, l'environnement et le monde animal impactent notre santé. Face à ces constats, l'appel à projets régional « Une seule santé », lancé en Hauts-de-France en juin 2024, visait à lier la santé des individus à celle de la planète, en soulignant que des choix alimentaires sains et durables ont des conséquences directes sur la santé humaine et sur l'environnement.

Les enquêtes et rapports soulignent l'importance de faire évoluer les assiettes vers des régimes alimentaires sains et durables<sup>1</sup>. Pour répondre à cet enjeu, il est essentiel de coupler des parcours de sensibilisation à une modification du milieu de vie, en particulier pour les enfants et les populations défavorisées. Le concept de milieu de vie ou d'environnement obésogène, qui décrit l'influence négative de l'environnement alimentaire sur les choix individuels, est central. L'amélioration de l'accès financier pour aller vers une alimentation saine et durable est également à intégrer.

Les collectivités locales, grâce à leurs compétences et aux politiques volontaristes mises en œuvre, les Projets Alimentaires Territoriaux et les Contrats Locaux de Santé, jouent un rôle crucial dans la promotion de régimes alimentaires respectueux de l'environnement et de la santé. En mobilisant leurs services et partenaires locaux, elles peuvent créer un contexte favorable à des choix alimentaires sains et durables, en travaillant de manière transversale et intersectorielle avec l'ensemble des acteurs concernés, des institutions aux habitants, en passant par les acteurs de la production et de la distribution alimentaire dans le cadre des PAT.

Ressources complémentaires :

- Cahier des charges et supports présentés lors du lancement de l'appel à projets

<https://www.hauts-de-france.ars.sante.fr/une-seule-sante-pour-une-approche-globale-de-l'alimentation>

- Communiqué de presse de la publication des lauréats de l'appel à projets

<https://www.hauts-de-france.ars.sante.fr/appele-projets-une-seule-sante-lars-la-draaf-et-lademe-soutiennent-les-initiatives-des-communes-en>

**Ce marché consiste à l'accompagnement au déploiement des 14 projets lauréats à l'appel à projets alimentation une seule santé.**

#### 2. Contexte de la mission

Les projets des 14 lauréats retenus par l'ARS, la DRAAF et l'ADEME, bien qu'ambitieux sur la sensibilisation aux nouvelles pratiques alimentaires, ont révélé certaines faiblesses méthodologiques: un manque de clarté sur les

---

<sup>1</sup> "Les régimes alimentaires sains et durables sont des habitudes alimentaires qui promeuvent toutes les dimensions de la santé et du bien-être des individus. Ils présentent une faible pression et un faible impact environnemental, sont accessibles, abordables, sûrs et équitables, et sont culturellement acceptables." (FAO-OMS, 2020).

actions à mettre en œuvre pour assurer une évolution effective et durable des comportements alimentaires, une gestion de projet souvent en “mode silo” alors que l’approche “Une seule santé” nécessite un décloisonnement des structures, de nouvelles formes de coopération entre des acteurs peu habitués à travailler ensemble et enfin, une faible articulation entre santé de l’individu, milieu et santé de la planète que ce soit dans la vision, le suivi et l’évaluation des projets.

Ce dernier constat n’est pas surprenant. La mise en relation entre santé et climat est, institutionnellement parlant, toute récente : la Stratégie Nationale Alimentation Nutrition Climat (SNANC) devrait sortir en 2025. Elle va définir les objectifs de la France en matière d’alimentation de nutrition et de climat, pour les 5 prochaines années, face à des enjeux de taille face à la progression des maladies chroniques, diabète, obésité, cancers, mais aussi parce que l’alimentation représente un quart de l’empreinte carbone de la France.

L’enjeu du marché porté par l’ARS en concertation avec la DRAAF et l’ADEME est la mise en place d’un accompagnement des 14 lauréats de l’AAP une seule santé pour combler ces déficits méthodologiques et opérationnels en associant les différentes ressources ciblées dans les projets.

### **3. Description des missions**

La mission principale du prestataire retenu sera de construire, de coordonner et de mettre en œuvre un accompagnement afin de répondre aux déficits identifiés par l’ARS, l’ADEME et la DRAAF et les besoins d’accompagnement exprimés par les lauréats.

Selon les enjeux propres à chaque lauréat, les missions du prestataire seront d’apporter un accompagnement pour aider chaque territoire à :

- Gérer son projet en mode coopératif et en assurant un partage entre chaque partenaire d’horizons et de nature différente ;
- Faire évoluer les comportements alimentaires, vers des régimes alimentaires sains et durables notamment moins carnés, en appliquant la théorie du changement, qui devrait garantir une définition des étapes et des actions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs définis ;
- Monter en compétence scientifique sur l’articulation entre santé de l’individu, santé de la planète et milieu de vie, faire valoir cette articulation par un système de suivi-évaluation adapté.

Afin de réaliser ces missions, trois phases seront mises en œuvre :

- Phase 1: analyse des projets lauréats

Le prestataire identifiera les déficits méthodologiques au regard des enjeux exprimés et des attendus des financeurs ainsi que les besoins exprimés par les lauréats. Le prestataire devra sélectionner un ensemble d’opérateurs ou le réaliser en propre pour coconstruire, avec les financeurs, l’accompagnement.

- Phase 2: accompagnement opérationnel des lauréats

Chaque lauréat sera accompagné individuellement et selon ses besoins. Des temps collectifs seront organisés entre les lauréats.

- Phase 3: capitalisation des résultats

Les enseignements de ces différents accompagnements seront consolidés dans un bilan final, à destination des autres collectivités et des autres directions régionales des structures financeurs.



Le prestataire proposera également des supports de communication spécifiques (par exemple une synthèse du bilan avec son support PPT, un temps fort de partage).

#### 4. Exigences méthodologiques

L'ARS, la DRAAF et l'ADEME posent les exigences suivantes pour l'accompagnement :

- Construire l'accompagnement sur un mixte sessions collectives et accompagnement individuel.
- Rendre compte de l'accompagnement en milieu de parcours pour l'adapter aux besoins rencontrés.
- Organiser une session de clôture en lien avec le CLAT pour présenter un bilan et faire un retour d'expérience.
- Établir le planning des rencontres collectives dès le début de l'accompagnement.

#### 5. Livrables attendus

Les livrables attendus sont :

- Présentation de l'accompagnement collectif et individuel comprenant les objectifs stratégiques et opérationnels du plan d'accompagnement avec calendrier prévisionnel
- Rédaction d'une note de cadrage méthodologique sur les principes et bonnes pratiques pour opérationnaliser et déployer l'approche alimentation une seule santé
- Pour chaque territoire accompagné :
  - o Rapports d'activité
  - o Bilan d'accompagnement
- Échéancier de paiement par livrable

#### 6. Calendrier prévisionnel

La durée de l'accompagnement devra être celle des projets financés dans le cadre de l'appel à projets, soit au maximum trois années de 2025 à 2027 inclus.

### G. ANNEXE FINANCIERE

Le soumissionnaire détaille dans l'annexe financière le contenu de son offre de prix.

### H. SIGNATURE DU MARCHE PAR LE TITULAIRE (le mandataire en cas de groupement)

Après avoir pris connaissance des conditions administratives et des exigences techniques, j'accepte et m'engage, sur la base de mon offre à exécuter les prestations demandées et à livrer les fournitures demandées aux prix indiqués supra.

Nom, prénom et qualité du signataire (*) et des membres si groupement d'entreprises	Lieu et date de signature	Signatures

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

## I. SIGNATURE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

**La présente offre est acceptée.**

À : ....., le .....

Signature

**AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE**

---

**Accompagnement au déploiement de l'approche "One Health" dans un CLS pilote de l'Oise**

---

**CADRE DE MÉMOIRE TECHNIQUE A REMPLIR PAR LE CANDIDAT  
(à développer en lien avec les critères de jugement des offres décrits en B3 – page 2)**

**Fiche 1 : présentation du candidat :**

- Qualité de l'équipe proposée (compétences et expériences) ;
- Références existantes sur des prestations similaires ;
- Moyens humains mis en œuvre.

**Fiche 2 : Descriptif des dispositions prévues par le candidat pour répondre aux exigences de la mission :**

- Éléments de compréhension du contexte et de la demande ;
- Méthodologie et solution proposées ;
- Modalités de respect des livrables ;
- Moyens techniques mis en œuvre ;
- Calendrier prévisionnel projeté.

Fiche en annexe : Proposition financière détaillée par tâches/étapes